



## REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

### **Nombre de conseillers en exercice : 33**

L'an deux mille vingt quatre, le quinze avril à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 9 avril 2024 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

### **Présent(e)s : 30**

Jérôme DUBOST, Fabienne MALANDAIN, Nicolas SAJOUS, Agnès SIBILLE, Eric LE FEVRE, Pascale GALAIS, Yannick LE COQ, Christel BOUBERT, Sylvain CORNETTE, Véronique BLONDEL, Gilles BELLIERE, Patrick DENISE, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Isabelle NOTHEAUX, Aurélien LECACHEUR, Édith LEROUX, Nicolas BERTIN, Isabelle CREVEL, Thierry GOUMENT, Jean-Luc HEBERT, Jean-Pierre LAURENT, Andrée BAR, Catherine OMONT, Aliké PERENDOUKOU, Philippe QUERNE, Virginie VANDAELE, Laurent GILLE, Nicole LANGLOIS, Arnaud LECLERRE, Agnès MONTRICHARD

### **Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 2**

Corinne CHOUQUET donne pouvoir à Laurent GILLE  
Virginie LAMBERT donne pouvoir à Nicole LANGLOIS

### **Excusé(e)s / Absent(e)s : 1**

Damien GUILLARD

### **Secrétaire de séance**

Aurélien LECACHEUR est désigné Secrétaire de séance

## CONSEIL MUNICIPAL du 15 avril 2024

**M\_DL240415\_030**

### **POLICE MUNICIPALE - FIXATION DU MONTANT DE L'AMENDE LIÉE AUX DÉPÔTS SAUVAGES**

**M. Jérôme DUBOST, Maire** - La propreté de la ville demeure un des axes majeurs de l'action municipale. La commune de Montivilliers fait face à une recrudescence de dépôts sauvages, de natures diverses, qui nuisent à la salubrité publique, à la propreté et donc à l'image de la ville. Ils ont par ailleurs un impact financier puisque la ville doit procéder à leur évacuation dans des centres de tri spécialisés.

Dans le but de lutter contre ces incivilités et en complément des actions municipales déjà engagées en matière tant de communication que de sensibilisation et de verbalisation, il est proposé d'instaurer une amende administrative pouvant aller jusqu'à 15 000€.

Ainsi, lorsque des déchets sont abandonnés, déposés ou gérés contrairement aux dispositions du Code de l'environnement (« dépôts sauvages »), le maire peut engager, sur la base d'un rapport de constatation, une procédure de sanction administrative telle que prévue à l'article L.541-3 du Code de l'Environnement.

**Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :**

#### **LE CONSEIL MUNICIPAL,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriale et notamment les articles L. 2212-1, L. 2212-2, L. 2224-13 et suivants ;

**VU** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1311-1, L. 1311-2 ;

**VU** le Code de l'Environnement et notamment les articles L. 541-3 ;

**VU** le Règlement Sanitaire Départemental de la Seine-Maritime ;

**VU** l'arrêté n° M\_2021 du 13 février 2021 réglementant les dépôts sauvages et déchets ;

#### **CONSIDÉRANT**

- qu'il est constaté une augmentation depuis des mois des dépôts sauvages et des déversements de déchets de toute nature portant atteinte à la salubrité et à l'environnement ;

- qu'il y a lieu de garantir la salubrité publique et la propreté de la commune et qu'à cet effet, il est notamment mis à disposition des habitants un service régulier de collecte et d'élimination des ordures ménagères et assimilées ainsi que des encombrants par la Communauté Urbaine Le Havre Seine Métropole ;

- que les habitants ont accès à un réseau de déchetteries ;

- qu'en vertu de l'article L. 541-3 du Code de l'Environnement, le Maire est doté d'un pouvoir de police spécial de lutte contre les dépôts sauvages et qu'il lui appartient de prendre les mesures appropriées pour préserver la salubrité et la santé publiques ;
- qu'il appartient au Maire, en application de la dite disposition du Code de l'Environnement, d'assurer, après avoir avisé le producteur ou le détenteur de déchets des faits qui lui sont reprochés ainsi que des sanctions qu'il encourt et, après l'avoir informé de la possibilité de présenter ses observations, écrites ou orales, dans un délai de dix jours, le cas échéant assisté par un conseil ou représenté par un mandataire de son choix, de sanctionner d'une amende au plus égale à 15 000 euros les personnes ci-avant mentionnées ;
- qu'il peut également le mettre en demeure d'effectuer les opérations nécessaires au respect de cette réglementation dans un délai déterminé;
- qu'à l'issue du délai de mise en demeure, il peut mettre en œuvre les sanctions prévues par l'article L. 541-3 du Code de l'environnement, dont l'exécution d'office, en lieu et place de la personne mise en demeure et à ses frais, des mesures prescrites ;
- qu'il appartient au Maire de définir une grille de sanction adaptée à la violation de ces dispositions ;

Sa commission Administration générale réunie le 12 avril 2024, consultée ;

VU le rapport de Monsieur **Jérôme DUBOST**, Maire ;

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

- **de fixer** le montant des amendes aux auteurs identifiés de dépôts sauvages selon le barème suivant :

- Pour les personnes physiques :

Volume du dépôt sauvage	Montant de l'amende
Moins de 1m <sup>3</sup>	500 euros
Moins de 1m <sup>3</sup> en cas de réitération des faits dans les 3 ans suivant la dernière sanction établie selon le présent barème	1 000 euros
Jusqu'à 3m <sup>3</sup>	1 000 euros
Jusqu'à 3m <sup>3</sup> en cas de réitération des faits dans les 3 ans suivant la dernière sanction établie selon le présent barème	3 000 euros
Plus de 3m3	2 000 euros
Plus de 3m3 en cas de réitération des faits dans les 3=ans suivant la dernière sanction établie selon le présent barème	5 000 euros

- Pour les personnes morales :

Volume du dépôt sauvage	Montant de l'amende
Moins de 1m <sup>3</sup>	1 000 euros
Moins de 1m <sup>3</sup> en cas de réitération des faits dans les 3 ans suivant la dernière sanction établie selon le présent barème	2 000 euros
Jusqu'à 3m <sup>3</sup>	5 000 euros
Jusqu'à 3m <sup>3</sup> en cas de réitération des faits dans les 3 ans suivant la dernière sanction établie selon le présent barème	10 000 euros
Plus de 3m <sup>3</sup>	7 500 euros
Plus de 3m <sup>3</sup> en cas de réitération des faits dans les 3 ans suivant la dernière sanction établie selon le présent barème	15 000 euros

- **D'autoriser** Monsieur Le Maire à signer tout document relatif à cette délibération

#### Imputation budgétaire

Exercice

Budget principal

Sous-fonction et rubrique : 11-101ST

Nature et intitulé : 75888 Autres produits divers de gestion courante

#### ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Pour : 32

Contre : 0

*Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.*

*Pour extrait conforme au registre dûment signé.*



La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)